L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau, No 75 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 1879.

M. Littré et l'article 7.

Le célèbre philosophe Littré vient de publier dans le dernier numéro de "*La Philosophie positive*" un article dans lequel il se prononce contre l'article 7 de la loi Ferry.

M. Littré, dit le *Globe*, commence par constater que la France prise dans [illegible] ensemble, déblocation faite des dissidents et des libre-penseurs, est catholique, catholique à sa manière sans doute car, dans le domaine religieux le nombre des non pratiquants est considérable.

Il n'en est pas moins vrai que Pimmense majorité des Français fait baptiser ses enfants, se marie à l'église, se reconcilie à l'approche de la mort avec les sacrements. "Il faut donc reconnaître que la France serait sérieusement offensée si on la gênait dans l'exercice de son culte. Ne pas reconnaître cette condition fondamentale, c'est se préparer, si ce n'est hommes d'Etat, de graves mécomptes politiques."

M. Littré se demande si, étant donné cet état psychologique de la majorité des Français, il y a lieu, sous la République, de déconcerter le concordat ou de supprimer le traitement du clergé. "La République commettrait une faute grave si elle troublait la paix des catholiques français et si elle prenait à sa charge, en quelque sorte de toutes ses difficultés, la grande difficulté d'une innovation qui semblerait une déclaration de guerre."

Est-ce à dire qu'il faille laisser le champ libre aux entreprises des jésuites, des oléricaux, des ultramontains? Evidemment non; mais deux systèmes sont en présence: l'un, le système préventif, procédant par des lois d'exception qui frappent d'interdit telle ou telle association, tel ou tel enseignement; l'autre, le système répressif, n'ayant recours à aucune arme particulière, réprimant quand il y a lieu, mais s'en rapportant, pour la défense des plus chers intérêts nationaux, à l'ensemble des institutions laïques vigoureusement soutenu et appliqué. Le système préventif est inutile et nuisible. "Quand on aura fermé les maisons des jésuites et mis en interdit leurs professeurs, il surgira en place une action occulte, qui sera conduite par le clergé, par des individualités nouvelles, par des femmes vigilantes et dévouées, et qui trouvera des connivences toutes préparées. On suscitera un mécontentement très vif même dans des groupes non-ultramontains, dans des familles non-jésuitiques, qui parfois, grâce à la mère, mettent leurs enfants chez les jésuites sans que ses enfants deviennent pour cela "jésuites."

L'ARTICLE 7 DE LA LOI FERRY.—Le *Courrier du soir* donne la nouvelle suivante:

Il résulte d'un relevé fait au ministère de l'instruction publique des votes émis par les sénateurs, membres des conseils généraux, que la majorité est, dès ce jours, acquise au sénat en faveur de l'article 7.

L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE.—Le *Temps* a reçu la dépêche qui suit:

Berlin, 4 septembre, 11 h., matin.

L'entrevue d'Alexandrovo est aujourd'hui, dans toute la presse, l'objet de commentaires de circonstance qui ne sont guère optimistes. Le *Reichsbote* exprime néanmoins assez nettement son opinion à ce sujet: "Tant que Pempereur Alexandre vivra, dit cet organe conservateur, il sera réfréner les velléités anti allemandes du parti nationaliste russe et nous n'aurons pas la guerre avec la Russie. Plus tard, ce sera autre chose. La Russie alors marchera, trouvera aisément des alliés contre nous: c'est le sort de notre patrie d'être toujours entourée d'ennemis, et c'est donc à nous de nous tenir toujours prêts à faire front de tous les côtés."

Divers journaux reproduisent un article de la *Gazette d'Augsbourg*, où le ministre de la guerre russe, le général Milliontine, est accusé d'hostilité systématique contre l'Allemagne, hostilité qu'on a reprochée sans raison, d'après cet article, au prince Gortchakof.

Une lettre écrite de Berlin à la *Presse* de Vienne est également reproduite par les journaux berlinois. On y attribue le refroidissement entre les gouvernements russe et allemand à des notes trouvées dans les papiers qui ont été déroubés à Saint-Pétersbourg chez l'attaché militaire allemand, M. de Lieguitz, il y a quelques mois.

GAMBETTA ET LE DOCTEUR COKKINOS.—On se rappelle la fantaisie aristophanesque d'Emile Villemot, que nous avons publiée il y a quelques jours sous ce titre: *Un Intermède au palais Bourbon.*

Cet intermède a été suivi d'autre jour avec toute la solennité habituelle aux comédies de Molière. M. Gambetta a reçu dans son palais M. Emmanuel Cokkinos, professeur de droit grec, qui était chargé de lui remettre le diplôme de docteur en droit *honoris causa* de l'Université d'Athènes.

M. Cokkinos s'est exprimé en ces termes:

Monsieur le président,

Le recteur de l'Université nationale d'Athènes m'a chargé de vous remettre le diplôme par lequel la Faculté de droit vous a nommé docteur en droit *honoris causa*. En exerçant pour la première fois depuis sa fondation le privilège de la collation des grades honorifiques, notre Faculté n'a fait que donner une preuve faible mais bien sincère de sa haute estime pour l'homme éminent dont toute la vie est le commentaire le plus éloquent et l'application la plus correcte des principes éternels de la science du droit.

Vous avez eu, monsieur le président, le bonheur de voir couronner par le plus éclatant et le plus légitime des succès vos incomparables services pour la consolidation et le développement des institutions de votre généreuse patrie. Notre Université est convaincue qu'un succès égal attendra vos nobles efforts pour le triomphe des principes de la justice réparatrice en Orient.

Permettez-moi, monsieur le président, de vous exprimer tout le bonheur que je ressens d'avoir été élu pour vous apporter l'hommage de notre Université, et veuillez croire que le souvenir de l'illustre homme d'Etat restera profondément gravé dans nos cœurs.

M. Gambetta a répondu:

Je remercie sincèrement l'Université d'Athènes et son digne représentant de l'honneur qui m'est fait. Ce diplôme n'est d'autant plus précieux qu'il me vient d'une nation qui a non-seulement écrit, dans l'antiquité, les plus belles pages de l'histoire, mais qui, dans les temps modernes, s'est encore couverte de gloire, par son patriotisme, par la bravoure qu'elle a déployée pour reconquérir sa liberté et son indépendance.

Vous avez fêté de moi un docteur de votre Université. J'espère me montrer digne de cet honneur en travaillant pour les droits et les intérêts de votre patrie.

—La sympathique reine d'Italie est en villégiature à Venise. Elle se plaît à venir le soir respirer la brise de l'Adriatique sur la lagune, dont les charmes ont défrayé tant de fois la littérature et les arts. L'autre soir, un touchant qui aurait pu avoir les suites les plus graves est venu troubler sa promenade favorite. Voici la dépêche que les journaux italiens publient à ce sujet:

Sa Majesté faisait l'autre soir une promenade sur une canonnière. Le temps était splendide et se promettait à la reine une soirée délicieuse.

La canonnière se dirigeait vers les jardins publics, et tenait le milieu du canal, quand elle aperçut un vapeur de la lagune qui venait en sens opposé.

Les règlements de fort obligeaient en pareil cas de prendre la main droite; c'est ce que fit la canonnière où se trouvait la reine, tandis que, par une fausse manœuvre, le vapeur prenait la gauche, il y eut un moment d'effroi, une collision devenait imminente, et sans la présence d'esprit du commandant de la canonnière qui fit faire aussitôt machine en arrière à toute vitesse, l'on ignore quel malheur on aurait eu ce moment à déplorer.

La reine en fut quitte pour un peu d'émotion, et put continuer en tournée dans la plus parfaite tranquillité.

—AUBERGE, 2 septembre.—Le sieur Uchan, qui labourait un champ à un kilomètre de notre ville, près de la route de Mondésir, et non loin de l'Yeuse, vient d'être victime d'un singulier accident.

Le soc de sa charrue mit à découvert un nid d'abeilles; ces dernières firent une formidable sortie et se précipitèrent en foule sur le malheureux laboureur. Sur un tel fond, il fut entouré par plus de cinquante mille insectes qui, à coups de dard, lui envoyèrent leur venin.

Il est à peine croyable qu'il ait pu se jeter dans la rivière pour se sauver de la fureur de ces insectes, mais ces dards n'ont pas moins gravé pour que l'un d'eux pour sa vie.

UNE GUERRE EVITÉE

Sous ce titre: *L'Allemagne et la France en 1875*, M. Ernest Daudet publie dans la *Revue* une étude historique que feront lire [illegible]; il était question de coups de [illegible] entre la France et l'Allemagne. Quel Allemand ne sait pas cette [illegible] publiées et mises à découvert [illegible] ont [illegible] pour nous [illegible] qu'elle [illegible] à notre richesse et à notre vitalité un nouveau tribut. Dans la seconde partie de son travail, M. Ernest Daudet recherche quelles pouvaient être les raisons qui motivaient alors plus [illegible] langage; [illegible] il le comprésentait par un engagement les susceptibilités de M. de Bismark. Et, toutes les considérations passées, il conclut à ne découvrir d'autre prétexte que la formation d'un quatrième bataillon d'infanterie de garnison, dans lequel l'Allemagne [illegible] voulait [illegible] [illegible] d'effectif, pendant [illegible] ce. Ce que l'on voulait en ce moment, à n'en point douter, c'était nous effrayer, nous obliger à nous mettre en défense, [illegible] comme l'agression et ruiner contre nous la tactique et [illegible] employée contre l'Autriche en 1866.

"Si ces projets échouèrent, dit M. Daudet, c'est grâce d'abord au duc Decazes, qui se couvrit du droit public européen, et sans subir aucune exigence, sans désarmer, refusant de prendre acte des griefs, se contenant de déclarer que pour n'avions pas armé et n'attaquerions pas, fit l'appel à l'Angleterre et à la Russie, ce fut grâce ensuite à ces deux puissances qui dirent à l'Allemagne: "Nous ne souffrirons pas que vous déclariez la guerre à la France, sans provocation et sans motif."

"Dans le courant du mois de mars, le vicomte de Gontaut-Biron, alarmé par de qu'il voyait et entendait, et auxquels par les paroles de M. de Radowitz, avait écrit au duc Decazes. Celui-ci, sans perdre une minute, avait fait avertir toutes les cours et écrit spécialement au général Le Flô, à Saint-Pétersbourg, et à M. Gavard, chargé d'affaires à Londres,—le comte de Jarnac venait de mourir,—ayant bien vite compris que c'était du gouvernement anglais et du gouvernement russe seuls que pouvait nous venir une intervention aux chances de laquelle ni Rome, ni Vienne ne voudraient s'exposer à la veille de l'entrevue de Vechsee, qu'il était si fort irritié les responsabilités du prince de Bismark et était interprétée, en Allemagne, comme une atteinte à cette entente des trois empereurs qui dominait, depuis quatre ans, le système politique de l'Europe,—interprétation qui ne cessa d'avoir cours que lorsque le vieux Guillaume fut écrit à François-Joseph et à Victor-Emmanuel pour les féliciter de leur réconciliation.

"Les prévisions du duc Decazes ne le trompaient pas. A Londres, où l'on était encore sur le qui-vive, par suite de l'inquiétude causée par la mission extraordinaire, dans le courant d'août, de M. de Bismark, on apprit que le vieux Guillaume avait